

Fonds de soutien à l'expression radiophonique

Rapport d'activité 2006

PREMIER MINISTRE – MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS

35, rue Saint Dominique – 75007 PARIS

Introduction

La réforme du fonctionnement du fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER), engagée à partir de 2004, répond à la volonté du gouvernement, à l'heure où les médias de proximité s'installent dans notre paysage audiovisuel et au moment où il est important de soutenir l'ensemble des initiatives qui participent à la cohésion nationale, de garantir le pluralisme et la diversité de l'expression radiophonique, en pérennisant un système d'aide aux radios locales non commerciales qui a fait ses preuves depuis sa création en 1982,

Préparée dans le cadre d'un dialogue constructif de plusieurs mois avec les représentants régies publicitaires, financeurs du système d'aide et des radios bénéficiaires, cette réforme a abouti à la publication au *Journal officiel* de la République française du 26 août 2006 du décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi du 30 septembre 2006 relative à la liberté de communication qui entre en vigueur le 28 février 2007.

En quoi consiste-t-elle ?

- L'équilibre général du système est maintenu avec une subvention d'exploitation qui se substitue à la subvention de fonctionnement et une subvention sélective fondée sur sept critères proches de ceux de la précédente majoration, étant précisé que la part des crédits du FSER consacrés à l'aide sélective ne peut excéder 25% du total des subventions de fonctionnement ;
- Les barèmes de la subvention d'exploitation et de la subvention sélective feront désormais l'objet d'un arrêté conjoint du ministre chargé de la communication et du ministre chargé du budget, toujours après avis de la commission ;
- La subvention d'installation et la subvention d'équipement voient leurs plafonds respectivement porté à 16 000 et 18 000 euros, sachant que la subvention d'équipement pourra désormais faire l'objet d'une demande initiale et d'une demande complémentaire dans une période de cinq ans ;
- Ni la composition de la commission, ni son rôle consultatif ne sont modifiés. Toutefois, elle ne délibérera plus désormais que sur les demandes de subvention sélective, les trois autres subventions étant fondées sur un mode de calcul automatique qui ne nécessite pas d'appréciation particulière.

L'ensemble de ces modifications, qui feront l'objet d'une présentation plus détaillée dans le rapport d'activité 2007, a pour objet de mieux répondre aux besoins des radios, en particulier en apportant un soutien plus appuyé aux plus dynamiques d'entre elles et en rationalisant les procédures pour améliorer le délai de traitement des demandes.

Le présent rapport est donc le dernier qui rende compte du fonctionnement du FSER sur le fondement du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 portant application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

L'année 2006 a vu le niveau des recettes du FSER se stabiliser à 25,273 millions d'euros, contre 25,209 millions d'euros en 2005. Cette stabilisation du rendement de la taxe, conforme aux estimations d'évolution des recettes publicitaires prudentes de la direction du développement des médias (DDM), effectuées au moment de l'adoption du barème de la subvention de fonctionnement, a permis d'attribuer la totalité des subventions et majorations délibérées au titre de 2006, tout en dégagant au 1^{er} février 2007, à l'issue du 4^e trimestre de perception de la taxe au titre de l'année 2006, un solde positif de 116 486 euros qui participera des crédits disponibles au titre de 2007.

Le niveau de dépenses du Fonds en 2006, soit 24,9 millions d'euros, est en légère augmentation par rapport à 2005 (24,2 millions d'euros).

Le nombre de radios bénéficiaires d'une subvention de fonctionnement, soit 585, retrouve un niveau similaire à celui de 2004 (584). L'augmentation du nombre de bénéficiaires concerne également les majorations, avec 457 radios en 2006, contre 421 en 2005, ce qui témoigne du dynamisme de leur action et de leurs efforts pour accomplir toujours mieux la mission de communication sociale de proximité qui leur a été confiée par le législateur.

S'agissant de l'aide à l'équipement, le nombre des subventions attribuées au titre de la première tranche est en retrait en 2006 avec 52 bénéficiaires par rapport à 2005 (66 subventions attribuées).

I - Les recettes du fonds de soutien.

Depuis le 1^{er} janvier 2003, les recettes du FSER se composent du produit de la taxe sur les recettes publicitaires de la radio et de la télévision (art. 302 bis *KD* du code général des impôts), de recettes diverses regroupant principalement les sommes correspondant à des régularisations, des paiements tardifs ou faisant suite à des contrôles ainsi que les remboursements de subventions par les radios en cours d'année, dans les cas prévus par le décret du 29 décembre 1997 modifié.

Chaque année, les recettes annuelles du FSER s'apprécient du 1^{er} février au 31 janvier de l'année suivante. En effet, à titre d'exemple, les recettes de janvier 2007 correspondent au produit de la taxe acquittée au titre du quatrième trimestre 2006, qui peut être déclarée et payée par les entreprises assujetties au plus tard le 25 du mois suivant le trimestre écoulé, soit le 25 janvier de l'année suivante.

De février 2006 à janvier 2007 inclus, les recettes du FSER issues du produit de la taxe ont représenté, après déduction des 2,5% prélevés par la direction générale des impôts, un montant de **25,246 M€**.

ANNEE	TAXE ENCAISSEE*	RECETTES DIVERSES	TOTAL
2003	20 076 097,83	5 628 248,03	25 704 345,86
2004	20 991 287,47	1 257 410,14	22 248 697,61
2005	25 081 697,75	127 355,13	25 209 052,88
2006	25 246 558,22	26 320,21	25 272 878,43

* Montant net après déduction de la rémunération de la DGI de 2,5%

Le rapport d'activité n'est pas un bilan comptable. Certaines subventions engagées en 2005 ont été versées en 2006 et certaines subventions engagées en 2006 seront versées en 2007. Ce chevauchement d'exercices est notamment lié au rythme de perception des recettes de la taxe qui alimente le FSER. Conformément aux règles budgétaires régissant les comptes d'affectation spéciale, le compte ne peut jamais être en déficit. Les dépenses interviennent au rythme des encaissements effectifs.

La commission du FSER a ainsi délibéré sur le barème de la subvention de fonctionnement en mai 2006, puis sur l'attribution des subventions et des majorations au titre de 2006 entre le mai 2006 et février 2007, la dernière délibération permettant de s'assurer que l'ensemble des majorations délibérées tout au long de l'année peut être proposé au ministre, compte tenu des crédits disponibles après la perception des recettes dues au titre du quatrième trimestre 2006.

2006	TAXE ENCAISSÉE*	RECETTES DIVERSES
FÉVRIER	21 371,93	5 395,61
MARS	10 975,51	10 084,52
AVRIL	6 435 233,40	5 051,45
MAI	34 673,49	8 275,73
JUIN	10 764,87	116,02
JUILLET	5 695 490,17	0,00
AOÛT	384 094,70	0,00
SEPTEMBRE	145 411,33	-2 822,49
OCTOBRE	6 378 851,62	0,00
NOVEMBRE	16 920,07	0,00
DÉCEMBRE	13 746,47	219,37
JANVIER 2007 au titre de 2006	6 099 024,66	
REVERSEMENTS RADIOS		
TOTAUX	25 246 558,22	26 320,21
TOTAL GÉNÉRAL	25 272 878,43	

* Montant net après déduction de la rémunération de la DGI de 2,5%

En application de l'article 21 de la loi organique du 1^{er} août 2001 (LOLF), lorsque les recettes effectivement perçues dans le cadre d'un compte d'affectation spéciale excèdent le montant des dépenses autorisées par la loi de finances, un arrêté du ministre chargé du budget, pris sur proposition du ministre chargé de la communication, est nécessaire pour que les dépenses correspondant à ces recettes supplémentaires soient autorisées. Cette procédure a été mise en œuvre fin 2006. L'arrêté du ministère du budget du 15 décembre 2006 (publié au *Journal Officiel* du 24 décembre 2006) a ainsi réévalué les crédits du FSER d'un montant de 1 651 691 € affecté dans sa totalité aux subventions aux radios.

II - Les dépenses : l'attribution des subventions

Les subventions attribuées aux radios locales associatives dans le cadre du FSER sont de trois types :

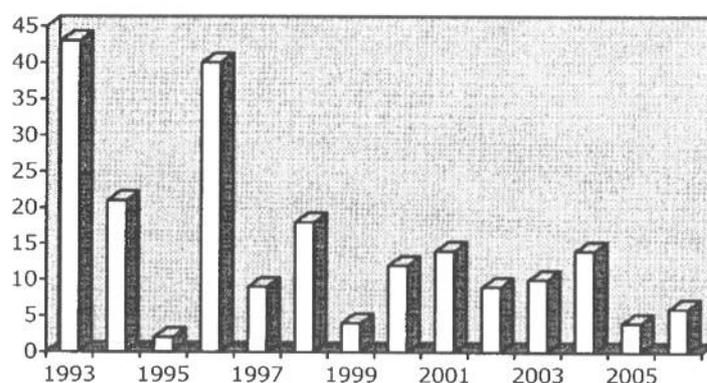
- une subvention d'installation, plafonnée à 15 250 euros, réservée aux radios associatives nouvellement autorisées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel ;
- une subvention annuelle de fonctionnement, d'un montant maximum de 40 000 euros, qui peut être majorée, dans la limite de 60 % de son montant, en fonction des actions ou des efforts réalisés dans des domaines tels que la diversification des ressources, la formation professionnelle, les actions éducatives et culturelles, les actions collectives en matière de programme, la communication sociale de proximité;
- une aide à l'équipement, plafonnée à 15 250 euros, qui contribue à financer l'acquisition ou le renouvellement du matériel radiophonique.

1) La subvention d'installation

Sur les 7 demandes de subvention d'installation reçues en 2006, **6** radios ont bénéficié de l'aide maximum, soit 15 250 € chacune, pour un montant total de **91 500 euros**. Une demande a été rejetée.

Depuis 1992, date à laquelle la subvention d'installation a été instituée, la commission a attribué 261 subventions d'installation pour un montant total de 3 145 358 euros, soit en moyenne environ 12 051 euros par subvention sur cette période.

**NOMBRE DE SUBVENTIONS D'INSTALLATION
PAR ANNÉE**



2) La subvention de fonctionnement

a) La subvention principale

En 2006, le secrétariat de la commission a enregistré **603** demandes de subventions (contre 602 en 2005).

Ces demandes ont donné lieu à l'attribution de **585** subventions en 2006 contre 567 en 2005 ; les rejets sont au nombre de 18 cette année, contre 35 en 2005. Cette baisse du nombre de rejets, principalement fondés sur la tardiveté des demandes, traduit une meilleure compréhension par les radios du caractère impératif de la date limite d'envoi du dossier de demande de subvention fixée par le décret « avant le 30 avril de l'année suivant celle de clôture de l'exercice ».

Sur les dernières années, l'évolution est la suivante :

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
DEMANDES	561	569	593	592	606	602	603
ATTRIBUTIONS	542	543	567	574	584	567	585
REJETS	19	26	26	18	22	35	18
% rejets	3,4%	4,5%	4,4%	3%	3,6%	5,8 %	2,9 %

L'article 17 alinéa 1 du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 prévoit que le montant des subventions est fixé selon un **barème** établi par le ministre chargé de la communication sur proposition de la commission, compte tenu des produits d'exploitation normale et courante du service considéré. Ce barème est délibéré chaque année en mai, lors de la première séance de la commission.

Compte tenu des ressources du FSER constatées en 2005, du montant prévisionnel de recettes inscrit en loi de finances initiale et des prévisions d'évolution du marché publicitaire, la commission a proposé au ministre chargé de la communication la reconduction du barème appliqué depuis 2002. Le ministre a retenu cette proposition permettant une utilisation optimale des crédits disponibles et pris un arrêté le 5 mai 2006 (publié au *Journal officiel* du 11 mai 2006) fixant le barème des subventions de fonctionnement pour l'année 2006.

Sur cette base, le montant global des subventions de fonctionnement attribuées en 2006 est en légère augmentation et s'établit à **20 094 737 euros**, contre **19 955 120 euros** en 2005. Compte tenu de l'augmentation du nombre de radios bénéficiaires (+ 18), le montant moyen de subvention est en légère baisse, il s'élève à **34 349 euros** par radio, contre 35 194 euros en 2005.

La répartition des subventions de fonctionnement reste fortement concentrée sur les deux tranches bénéficiant des montants de subvention les plus élevés (40 000 euros et 36 000 euros) : ces deux tranches rassemblent en effet 78,8 % des radios ayant bénéficié de la subvention du FSER en 2006 et représentent 89,2 % des dépenses liées à la subvention de fonctionnement.

Pour autant, on observe une baisse du nombre et du pourcentage des radios bénéficiant de la subvention maximum de 40 000 euros : 337 en 2006 (contre 347 en 2005) soit 57,6 % des radios associatives ayant reçu la subvention de fonctionnement (contre 61,2 % en 2005).

Parallèlement, le nombre de radios situées dans les tranches voisines augmente, ainsi que le montant total des crédits qui leurs sont attribués. En effet, la tranche correspondant à la subvention immédiatement inférieure (36 000 euros) rassemble désormais 21,2 % des radios (contre 20,28 % en 2005) et représente 22,21 % des fonds attribués (contre 20,75 % en 2005).

Barème et répartition des radios par tranche de produits en 2006

TRANCHE DE PRODUITS (en euros)	MONTANT DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT (en euros)	NOMBRE DE RADIOS	% DES RADIOS	COUT PAR TRANCHE (en euros)	% DES DEPENSES DE SUBV. DE FONCT.
< 3 800*	3 900	7	1,20	27 300	0,14
3 800 - 7 599*	6 600	3	0,51	18 804	0,09
7 600 - 15 199*	10 700	22	3,76	235 350	1,17
15 200 - 22 799	15 000	19	3,25	285 000	1,42
22 800 - 30 499	20 000	14	2,39	279 616	1,39
30 500 - 38 099	26 000	18	3,08	468 000	2,33
38 100 - 45 699	30 000	22	3,76	660 000	3,28
45 700 - 76 199	36 000	124	21,20	4 464 000	22,21
76 200 - 199 999	40 000	337	57,61	13 466 667	67,02
> 200 000	10 000	19	3,25	190 000	0,95
		585	100	20 094 737	100

* Lorsqu'un service autorisé présente une demande pour la troisième année consécutive, le montant de la subvention ne peut être supérieur au montant des produits retenus dès lors que le service a reçu l'aide durant les deux années précédentes.

b) La majoration de la subvention principale

L'alinéa 2 de l'article 17 du décret du 29 décembre 1997 prévoit que le montant de la subvention de fonctionnement peut être majoré dans la limite de 60 % en fonction :

- 1° Des efforts accomplis pour diversifier les ressources directement liées à l'activité radiophonique;
- 2° Des actions engagées en faveur de la formation professionnelle du personnel du service considéré ;
- 3° Des actions engagées dans le domaine éducatif et culturel ;
- 4° De la participation apportée à des actions collectives en matière de programmes ;
- 5° Des efforts accomplis dans les domaines de la communication sociale de proximité et de l'intégration.

Sur les 585 radios bénéficiaires d'une subvention de fonctionnement en 2006, la commission a attribué une majoration à **457** d'entre elles (contre 421 en 2005) pour un montant total de **4 184 578 euros** (3 649 848 euros en 2005). Comme l'an dernier, la part des radios bénéficiant d'une majoration est en augmentation (**78 %** contre 74 % en 2005 et 63 % en 2004), ce qui témoigne de leur capacité toujours plus grande à remplir leur mission sociale de proximité. Il faut souligner que contrairement à l'exercice 2005, l'augmentation du nombre de bénéficiaires ne s'est pas traduite par une diminution du montant moyen de la majoration puisque celui-ci est en augmentation et se situe à son niveau le plus élevé depuis

2003 (**9 156 euros en 2006**, contre 8 669 euros en 2005, 8 811 euros en 2004 et 9 045 euros en 2003).

2005				2006			
Niveau de majoration	% des radios majorées	Nombre de radios	Montant (en euros)	Niveau de majoration	% des radios majorées	Nombre de radios	Montant (en euros)
6 %	18,05	76	153 408	6 %	17,72	81	162 124
12 %	21,85	92	412 680	12 %	17,07	78	325 608
18 %	12,83	54	367 560	18 %	13,79	63	416 646
24 %	14,01	59	531 840	24 %	10,72	49	424 080
30 %	10,69	45	526 200	30 %	11,60	53	616 200
36 %	6,65	28	390 960	36 %	10,07	46	624 240
42 %	6,41	27	453 600	42 %	6,13	28	443 520
48 %	4,51	19	364 800	48 %	7,44	34	605 760
54 %	1,90	8	172 800	54 %	3,06	14	302 400
60 %	3,09	13	276 000	60 %	2,41	11	264 000
TOTAL	100%	421	3 649 848	TOTAL	100%	457	4 184 578

En 2006, le montant total des subventions de fonctionnement et des majorations est de **24 279 315 euros** contre 23 604 968 euros en 2005 (en augmentation de 674 347 euros). Cette augmentation s'explique essentiellement par la progression du montant total des majorations attribuées, elle-même liée à l'augmentation du nombre des radios majorées et de la part globale des radios bénéficiant des taux de majorations les plus élevés (de 30 % à 54 % de majoration en particulier).

3) L'aide à l'équipement

Cette aide, créée par le décret du 29 décembre 1997, couvre au maximum 50 % du montant hors taxe de l'investissement, dans la limite de 15 250 euros. Elle ne peut être accordée, quel que soit son montant, qu'une fois par période de cinq ans.

Elle peut donc être attribuée à partir de la sixième année suivant :

- soit la date de la notification d'une subvention d'installation,
- soit la date de la notification d'une subvention d'équipement

Elle peut être attribuée, sans condition de délai, après une première autorisation, aux radios qui n'ont pas bénéficié d'une subvention d'installation.

a) Aide à l'équipement 2006

En 2006, **52 radios** ont bénéficié de la **première tranche de l'aide** pour un montant total de **329 819 euros** (60% de l'aide attribuée) et 6 demandes ont été

rejetées. Le montant prévisionnel de l'aide à l'équipement attribuée en 2006 (1^{ère} et 2^{ème} tranches) s'élève donc à 549 698 euros, soit un montant d'aide moyen de 10 571 euros, en légère augmentation par rapport à 2005 (10 420 euros).

Deux radios ayant perçu cette première tranche ont transmis les factures correspondant à l'investissement réalisé et perçu la seconde tranche de l'aide en 2006, pour un montant de 7 109 euros.

b) Aide à l'équipement 2005

27 radios ont obtenu, en 2006, le versement de la seconde tranche de l'aide à l'équipement qui leur avait été attribuée en 2005, pour un montant total de **97 561 euros**. 4 radios ont fait l'objet d'une demande de remboursement de tout ou partie des aides déjà versées au titre de 2005, pour un montant de 4 406 euros.

c) Aide à l'équipement 2004

En 2006, 30 radios ont bénéficié de la seconde tranche de l'aide à l'équipement attribuée en 2004 pour un montant de **112 171 euros**. 5 radios ont fait l'objet d'une décision de rejet et ont été assorties d'une demande de remboursement de la première tranche pour un montant total de 3 394 euros.

III - Les rejets et les recours

1) Les rejets

a) Concernant les subventions de fonctionnement

En 2006, sur 585 demandes, la commission a proposé le rejet de 18 dossiers de subvention de fonctionnement. Huit de ces décisions de rejet ont fait l'objet de recours gracieux, examinés et rejetés par la commission.

Rejets 2006

FONCTIONNEMENT

Radio	Dépt	Date com	Motif	Recours gracieux	Décision
77 FM	77	21/12/2006	Dépassement recettes publicitaires		
ACTIVE	83	08/06/2006	Hors délai		
COLLEGE PERGAUD	25	13/07/2006	Hors délai	X	Rejet
FLASH FM (87)	87	28/09/2006	Ne remplit plus sa mission de communication sociale de proximité	X	Rejet
GAZELLE	13	21/12/2006	Comptabilité non sincère		
HARMONIE (38)	38	08/06/2006	Hors délai	X	Rejet
HAUTE TENSION	97	26/10/2006	Comptabilité non sincère		
IMAGINE	97	21/12/2006	Dépassement recettes publicitaires		
KORRIGANS FM	56	08/06/2006	Hors délai	X	Rejet
LA GABRIELLE	97	21/12/2006	Incomplet		
LA VOIX DE LA GASCOGNE	40	09/11/2006	Incomplet		
LA VOIX DE L'ESPERANCE	98	14/09/2006	Hors délai		
MOSAIQUE (97)	97	08/06/2006	Hors délai	X	Rejet
ORTHEZ	64	14/09/2006	Hors délai	X	Rejet
RMZ	86	20/07/2006	Hors délai		
TE OKO NUI	98	21/12/2006	Incomplet		
VAL DE MORTEAU	25	13/07/2006	Hors délai	X	Rejet
VARIANCE FM	63	23/11/2006	Hors délai	X	Rejet

b) Concernant les subventions d'installation

En 2006, sur sept demandes de subventions d'installation, une seule a été rejetée.

Nom de la radio	Dep.	Date com.	Motif de rejet
SOLEIL MEDIA (EPERNAY)	(51)	21/12/06	Demande formulée plus de six mois après la date de début d'émission fixée par le CSA

c) Concernant l'aide à l'équipement

En 2006, la commission du Fonds de soutien a traité **58** demandes d'aide à l'équipement (1^{ère} tranche) et a rejeté **6** d'entre elles pour les motifs suivants :

Nom de la radio	Dep	Date com.	Motif de rejet
FEELING	(81)	12/10/2006	La radio n'émet plus
CLASH	(18)	14/09/2006	Moins de 5 ans depuis la subvention d'installation
PREVERT	(71)	26/10/2006	Factures acquittées avant notification
PAYS D'HERAULT SUD	(34)	26/10/2006	Moins de 5 ans depuis la subvention d'installation
D'ARTAGNAN	(32)	23/11/2006	Factures acquittées avant notification
TE OKO NUI	(98)	21/12/2006	Moins de 5 ans depuis la subvention d'installation

2) Les recours gracieux

En 2006, le nombre de recours gracieux est en baisse, 11 recours contre 35 en 2005, 27 en 2004 et 18 en 2003.

1 recours gracieux formé contre le rejet d'une demande de subvention de fonctionnement 2005 (**AUBE ET SEINE (10)**) - dépassement du taux maximum de 20 % de recettes publicitaires) a été rejeté à l'issue de la séance du 8 juin 2006.

8 recours gracieux ont été formés contre une décision de rejet de demande subvention de fonctionnement 2006, qui tous ont été rejetés.

1 recours gracieux a été formé contre une décision d'attribution de la subvention de fonctionnement 2006, le recours portant sur le montant de la subvention attribuée (**RCF ALPHA (35)**). Ce recours a été rejeté à l'issue de la séance du 23 novembre 2006.

1 recours a été formé contre une décision de demande de remboursement partiel de l'aide à l'équipement (**IMAGINE (97)**). Ce recours a été rejeté à l'issue de la séance du 8 février 2007.

3) Les recours contentieux

a) Les recours déposés en 2006

4 recours contentieux ont fait l'objet d'une notification de la requête par les tribunaux administratifs compétents au cours de l'année 2006.

Ces recours concernent les associations suivantes :

- **Ass. pour la promotion des activités artistiques et culturelles** contre le rejet de sa demande de subvention de fonctionnement au titre de l'année 2004 ;
- **Ass. Le Moulin des Arts – Art libre FM** contre le rejet de sa demande de subvention de fonctionnement au titre de l'année 2004 ;
- **Ass. Radio Provence Culture – Radio 13** contre le rejet de sa demande de subvention de fonctionnement au titre de l'année 2005 ;
- **Ass. Radio Camargue** contre la demande de remboursement d'une partie de l'aide à l'équipement.

b) Décisions du Conseil d'État ou des tribunaux administratifs

En 2006, le Conseil d'État a rendu 3 décisions à la suite de recours de radios associatives :

- **Ass. Radio Bonheur (22)** contre une disposition de la « circulaire » du FSER 2004 relative à la détermination de l'éligibilité d'un service de radio ayant recours à une régie publicitaire (Notification par le Conseil d'État le 6 septembre 2004). **Rejet de la requête le 8 septembre 2006.** ;
- **Ass. Radio Bonheur (22)** contre l'absence de majoration pour l'année 2001 (Notification par le Conseil d'État du 3 mai 2004). **Rejet de la requête le 13 mars 2006 ;**
- **Ass. Radio Bonheur (22)** contre l'absence de majoration pour l'année 2002 (Notification par le Conseil d'État du 3 mai 2004). **Rejet de la requête le 13 mars 2006.**

Dans les deux dernières décisions, le Conseil d'État a joint les requêtes et a rendu une unique décision dont on retiendra, notamment, que pour pouvoir prétendre à la majoration prévue par le décret du 29 décembre 1997, les associations ne peuvent pas se contenter de produire au soutien de leurs demandes des notes d'activité succinctes et qu'elles doivent apporter des documents justifiant les efforts et les actions dont elles se prévalent. A défaut de telles pièces, la commission, et par voie de conséquence, le ministre de la culture et de la communication, peuvent, sans commettre une erreur d'appréciation, rejeter lesdites demandes.

IV - Les dépenses liées au fonctionnement de la commission

L'article 62 de la loi de finances pour 1998 modifiée en 2002 prévoit qu'une partie des dépenses correspond à « la gestion des aides et aux frais de fonctionnement de la commission d'attribution des aides ».

L'article 11 du décret du 29 décembre 1997 précise que « ces dépenses sont couvertes par un prélèvement effectué sur le produit net de la taxe dans les conditions fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de la communication et du ministre chargé du budget ». L'année 2006 a été marquée par l'entrée en vigueur de l'arrêté du 22 décembre 2004 (publié au *Journal Officiel* du 5 mars 2005) qui fixe désormais la prise en charge des frais de fonctionnement de la commission à 0,4% du produit net de la taxe alimentant le FSER, soit 101 091 euros en 2006.

Les dépenses liées au fonctionnement de la commission en 2006 (soit 18 séances du 11 mai 2006 au 8 février 2007 inclus) ont été inférieures à ce montant disponible. En effet, ces dépenses se sont élevées à 12 834,36 euros (contre 15 697,72 euros en 2005), dont 11 235,54 euros correspondant aux frais de déplacement des membres de la commission et 1 598,92 euros de frais de représentation.

V - La Commission du FSER

La composition de la Commission du FSER a été renouvelée par un arrêté du 3 mai 2004. En 2005, plusieurs membres ont été remplacés en cours de mandat parmi les représentants de l'Etat, des régions ou du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Aucun changement n'est intervenu en 2006.

Au terme de l'année 2006, la Commission est donc composée comme suit :

Président : Melle. Isabelle LEMESLE, maître des requêtes au Conseil d'État.
(suppléant : M. Frédéric LENICA, maître des requêtes au Conseil d'État)

Représentants de l'État :

Mme Isabelle DUFOUR-FERRY, titulaire, et Mme Silvy CASTEL, suppléante, représentant le ministre de la culture et de la communication au titre du département de la culture ;

Mme Valérie de ROZIERES, titulaire, et M. Pierre-Olivier COSTA, suppléant, représentant le ministre de la culture et de la communication au titre du département de la communication ;

M. Renaud GACE, titulaire, et M. Philippe PIETRI, suppléant, représentant le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ;

Mme Malika BENTAÏEB, titulaire, et Mme Chantal HADIDA, suppléante, représentant le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

Représentants des titulaires d'autorisation de service de radiodiffusion sonore par voie hertzienne dont les ressources commerciales provenant de messages de toute nature diffusés à l'antenne sont inférieures à 20 p. 100 de leur chiffre d'affaires total :

Titulaires

M. Gilbert ANDRUCCIOLI
M. Charles GORRÉE
M. Hugues de LEVEZOU de VESINS
Mme Dominique VASSEUR

Suppléants

M. Patrice BERGER
Mme Perla DANAN
M. Jean-paul GAMBIER
M. Farid BOULACEL

Représentants des régies publicitaires redevables de la taxe :

Titulaires

M. Marc GREYER-RÉMONDON
M. Jean- Claude BARNATHAN

Suppléants

Mme Anne-Marie MARION
M. Jean-Yves GRANGIER

Voix consultative :

M. François-Xavier MESLON ou Mme Isabelle HAUTOIS (CSA)

Le secrétariat de la commission du FSER est assuré par la direction du développement des médias (DDM). Il a, en 2006, développé des efforts considérables de sorte que l'ensemble des demandes de subventions enregistrées au titre de 2006 puisse être instruit et, par voie de conséquence, examiné par la commission avant la fin décembre 2006. Les délais de notification et de paiement, même s'ils sont encore susceptibles d'être améliorés, ont retrouvé un niveau équivalent à celui de 2004.

Conclusion

L'année 2006 a été en plusieurs points remarquable pour le FSER. Les aides versées aux radios représentent un montant total de 24, 9 millions d'euros sans précédent, qui se veut à la hauteur des enjeux et des missions du secteur associatif radiophonique. Une réforme attendue depuis longtemps a pu voir le jour et, enfin, la commission a retrouvé un rythme et des conditions de travail aussi satisfaisants qu'avant 2005.

L'augmentation globale de l'aide a été rendue possible par un meilleur rendement de la taxe qui alimente le FSER, et traduit donc un effort des régies publicitaires, d'un niveau légèrement supérieur à celui de l'année précédente, première année de mise en œuvre sur douze mois consécutifs du nouveau barème de la taxe ; la mise en place de la réforme par la volonté partagée de l'Etat, des radios et des régies publicitaires de travailler ensemble pour mettre au point un texte qui représente la meilleure avancée possible pour la sauvegarde et le développement du secteur des radios associatives et enfin le retour à un bon fonctionnement administratif, par un effort soutenu et constant du secrétariat général de la commission.

Que chacun d'entre eux soit remercié de la part qu'il a prise pour que le FSER devienne un outil encore plus performant au service du pluralisme et de la diversité de l'expression radiophonique.

Une nouvelle commission sera mise en place dans les premiers jours de mars 2007. Tous mes vœux de réussite l'accompagnent dans sa délicate mais passionnante mission.

Isabelle LEMESLE
Président de la commission
du Fonds de soutien
à l'expression radiophonique

ANNEXE

RADIOS SUBVENTIONNEES AU TITRE DE L'ANNEE 2006

Subvention d'exploitation et subvention sélective - 2006

	Radio	Dep	Subvention d'exploitation	Subvention sélective à l'action radiophonique
1	100 KOL HACHALOM	38	36 000 €	4 320 €
2	13	62	40 000 €	4 800 €
3	16	30	36 000 €	6 480 €
4	22	97	26 000 €	
5	3 DFM	13	40 000 €	7 200 €
6	4 CANTONS - RADIO 4	47	40 000 €	12 000 €
7	666	14	40 000 €	7 200 €
8	74	74	40 000 €	
9	A	26	15 000 €	1 800 €
10	ACCENT 4	67	40 000 €	9 600 €
11	ACTIF MARTINIQUE	97	36 000 €	2 160 €
12	ACTIVE (37)	37	40 000 €	12 000 €
13	ACTIVE RADIO JOINVILLE	52	15 000 €	3 600 €
14	ACTIVITES (54)	54	40 000 €	16 800 €
15	AGORA COTE D'AZUR	06	40 000 €	24 000 €
16	ALBATROS	76	40 000 €	16 800 €
17	ALBIGES	81	40 000 €	12 000 €
18	ALEO	71	36 000 €	4 320 €
19	ALIGRE	75	40 000 €	19 200 €
20	ALIZES FM	97	30 000 €	
21	ALLIANCE PLUS	30	26 000 €	
22	ALPA	72	40 000 €	21 600 €
23	ALPES MANCELLES	72	40 000 €	16 800 €
24	ALPINE MEILLEURE (R.A.M)	05	40 000 €	12 000 €
25	ALTERNANTES FM	44	40 000 €	19 200 €
26	ALTERNATIVE FM	95	40 000 €	12 000 €
27	ALTITUDE (63)	63	36 000 €	
28	ALTITUDE FM	31	36 000 €	
29	AMITIE	25	40 000 €	19 200 €
30	ANIMATION COLLEGE BERNICA (A.C.B.)	97	20 000 €	
31	ANTENNE D'OC	46	40 000 €	14 400 €
32	ANTENNE D'OC CAHORS	46	40 000 €	4 800 €
33	ANTENNE PORTUGAISE	37	40 000 €	
34	AQUI FM	33	40 000 €	12 000 €
35	AQUITAINE RADIO DIFFUSION	47	26 000 €	3 120 €
36	ARAGO	97	15 000 €	
37	ARC EN CIEL (45)	45	40 000 €	4 800 €
38	ARC EN CIEL (67)	67	40 000 €	4 800 €
39	ARC EN CIEL (974)	97	40 000 €	24 000 €
40	ARCHIPEL FM 103.3	97	10 700 €	
41	ARIA	54	40 000 €	19 200 €
42	ARMENIE	69	40 000 €	
43	ARRELS	66	40 000 €	19 200 €
44	ART LIBRE FM	76	15 000 €	

	Radio	Dep	Subvention d'exploitation	Subvention sélective à l'action radiophonique
45	ARVERNE	63	40 000 €	14 400 €
46	ARVORIG FM	29	40 000 €	7 200 €
47	AS (06)	06	40 000 €	4 800 €
48	ASE PLERE AN NOU LITE	97	40 000 €	7 200 €
49	ASSOCIATION	82	40 000 €	7 200 €
50	ATOMIC RADIO	65	40 000 €	4 800 €
51	ATTITUDE	16	36 000 €	
52	AUBE ET SEINE	10	5 604 €	
53	AUXOIS FM	21	36 000 €	4 320 €
54	AVALLON	89	36 000 €	12 960 €
55	AVIVA	34	40 000 €	19 200 €
56	AYP FM	94	40 000 €	2 400 €
57	AZUR FM	67	40 000 €	24 000 €
58	AZUR FM (70)	70	40 000 €	7 200 €
59	BAC FM	58	40 000 €	12 000 €
60	BALAGNE	20	36 000 €	10 800 €
61	BALLADE	11	36 000 €	10 800 €
62	BANLIEUE RELAX	97	40 000 €	7 200 €
63	BANQUISE	62	20 000 €	1 200 €
64	BARTAS	48	15 000 €	1 800 €
65	BEAUB'FM	87	40 000 €	4 800 €
66	BETON	37	40 000 €	12 000 €
67	BIENVENUE STRASBOURG	67	40 000 €	
68	BILLY-MONTIGNY	62	36 000 €	
69	BIP	25	36 000 €	6 480 €
70	BOCAGE	03	36 000 €	6 480 €
71	BONNE HUMEUR	64	40 000 €	7 200 €
72	BONNE NOUVELLE	40	40 000 €	2 400 €
73	BONNE NOUVELLE GUYANNE	97	26 000 €	
74	BOOMERANG	59	30 000 €	3 600 €
75	BOOSTER	31	26 000 €	1 560 €
76	BORT-ARTENSE	19	40 000 €	9 600 €
77	BOUTON	08	40 000 €	9 600 €
78	BRENIGES FM	19	40 000 €	4 800 €
79	BRESSE	71	40 000 €	19 200 €
80	BRO GWENED	56	40 000 €	12 000 €
81	BRUME (69)	69	36 000 €	6 480 €
82	BULLE (47)	47	40 000 €	16 800 €
83	C' LAB	35	40 000 €	4 800 €
84	C2L	45	36 000 €	
85	CACTUS (38)	38	40 000 €	
86	CACTUS (71)	71	40 000 €	9 600 €
87	CADENCE MUSIQUE	17	40 000 €	9 600 €
88	CAGNAC	81	36 000 €	
89	CALADE	69	40 000 €	21 600 €
90	CALVI CITADELLE 91.7	20	36 000 €	4 320 €
91	CAMARGUE	13	40 000 €	2 400 €
92	CAMPUS (31)	31	40 000 €	21 600 €

	Radio	Dep	Subvention d'exploitation	Subvention sélective à l'action radiophonique
93	CAMPUS (33)	33	40 000 €	14 400 €
94	CAMPUS (59)	59	40 000 €	9 600 €
95	CAMPUS (63)	63	40 000 €	7 200 €
96	CAMPUS BESANCON	25	10 000 €	3 600 €
97	CAMPUS FM (972)	97	15 000 €	
98	CAMPUS GRENOBLE (38)	38	40 000 €	9 600 €
99	CAMPUS ORLEANS	45	40 000 €	4 800 €
100	CAMPUS PARIS	75	40 000 €	7 200 €
101	CAMPUS TROYES	10	36 000 €	8 640 €
102	CANAL B	35	40 000 €	14 400 €
103	CANAL FM	59	10 000 €	4 800 €
104	CANAL MYRTILLE	54	40 000 €	7 200 €
105	CANAL SUD	31	36 000 €	10 800 €
106	CANUT	69	36 000 €	2 160 €
107	CAP FM	33	40 000 €	7 200 €
108	CAPUCINS	77	15 000 €	
109	CARAIB NANCY	54	40 000 €	14 400 €
110	CARREFOUR	97	10 650 €	
111	CARTABLES FM	72	40 000 €	12 000 €
112	CASTEL FM (C.F.M.)	47	40 000 €	14 400 €
113	CELTIC FM	29	15 000 €	900 €
114	CFM CAYLUS	82	40 000 €	21 600 €
115	CFM CORDES	81	36 000 €	17 280 €
116	CFM MONTAUBAN	82	40 000 €	24 000 €
117	CFM VILLEFRANCHE	12	36 000 €	17 280 €
118	CHALOM NITSAN	06	40 000 €	9 600 €
119	CHATEAU	44	40 000 €	12 000 €
120	CIEL BLEU	34	36 000 €	4 320 €
121	CIGALE (51)	51	36 000 €	15 120 €
122	CLAPAS	34	40 000 €	19 200 €
123	CLASH	03	36 000 €	
124	CLASSIQUE FM	97	36 000 €	4 320 €
125	CLIMAX FM	97	36 000 €	
126	CLIN D'OEIL FM	06	36 000 €	2 160 €
127	CLUB	59	36 000 €	2 160 €
128	COB FM	22	30 000 €	
129	COCKTAIL FM (88)	88	40 000 €	12 000 €
130	COLLEGE	17	36 000 €	4 320 €
131	COLLEGE VILLERS LE LAC	25	15 000 €	900 €
132	COLORIAGE	21	40 000 €	9 600 €
133	COMETE FM	84	20 000 €	4 800 €
134	COMMUNAUTE KOL AVIV	31	36 000 €	
135	CONDE MACOU	59	40 000 €	2 400 €
136	CONNEXION FM	45	15 000 €	
137	CONTACT (88)	88	36 000 €	10 800 €
138	CONTACT (971)	97	10 700 €	
139	CONTACT FM (11)	11	36 000 €	8 640 €
140	CONTACT FM (72)	72	40 000 €	16 800 €

	Radio	Dep	Subvention d'exploitation	Subvention sélective à l'action radiophonique
141	CORSE BELLEVUE	83	10 700 €	
142	CORTI VIVU	20	40 000 €	7 200 €
143	COTE SOUS LE VENT (RCV)	97	26 000 €	
144	COTEAUX	32	36 000 €	12 960 €
145	COULEUR CHARTREUSE	38	30 000 €	
146	COULEURS FM	38	40 000 €	9 600 €
147	COUP DE FOUDRE	61	36 000 €	
148	CRAPONNE	43	40 000 €	4 800 €
149	CRISTAL	88	40 000 €	12 000 €
150	CRISTAL FM	24	40 000 €	16 800 €
151	C'ROCK	38	36 000 €	
152	D4B	79	40 000 €	19 200 €
153	D'ARTAGNAN	32	40 000 €	4 800 €
154	DE LA SAVE	31	40 000 €	9 600 €
155	DECIBEL FM	46	36 000 €	10 800 €
156	DECLIC	54	40 000 €	21 600 €
157	DELTA FM (86)	86	10 700 €	
158	DELTA FM, TERRE DE CAMARGUE	30	40 000 €	7 200 €
159	DES BALLONS	88	40 000 €	7 200 €
160	DES BOUTIERES	07	40 000 €	12 000 €
161	DIALOGUE RCF	13	40 000 €	14 400 €
162	DIFFUSION CHARENTAISE	16	36 000 €	4 320 €
163	DIGITAL FM	97	10 700 €	
164	DIJON CAMPUS	21	40 000 €	21 600 €
165	DIO	42	40 000 €	21 600 €
166	DIVA FM	13	36 000 €	2 160 €
167	DIVERGENCE FM	34	40 000 €	4 800 €
168	DJIIDO	98	10 000 €	1 200 €
169	D'OC	82	36 000 €	12 960 €
170	DREYECKLAND CENTRE ALSACE COLMAR	68	40 000 €	16 800 €
171	DROIT DE CITE	78	40 000 €	
172	DZIANI	97	26 000 €	
173	ECCLESIA	30	40 000 €	7 200 €
174	ECHO DES CHOUCAS (REC)	86	40 000 €	4 800 €
175	ECHO FM	59	40 000 €	4 800 €
176	ELLEBORE FM	73	30 000 €	1 800 €
177	EMERAUDE	29	40 000 €	7 200 €
178	ENFANTS VENDEUVRE	10	20 000 €	2 400 €
179	ENJOY 33	33	30 000 €	3 600 €
180	ENTRE DEUX MERS	33	26 000 €	
181	ESCAPADES	30	40 000 €	9 600 €
182	ESPACE LOUVIERS	27	40 000 €	7 200 €
183	ESPERANCE	42	40 000 €	2 400 €
184	ESPERANCE PARAY LE MONIAL	71	40 000 €	
185	ESPOIR	47	40 000 €	16 800 €
186	ESPOIR (972)	97	36 000 €	2 160 €
187	EURO-INFOS-PYRENEES-METROPOLE FM (64)	64	40 000 €	16 800 €

	Radio	Dep	Subvention d'exploitation	Subvention sélective à l'action radiophonique
188	EVANGELIQUE DE LA MARTINIQUE	97	40 000 €	
189	EVASION	35	20 000 €	1 200 €
190	EVASION (29)	29	10 700 €	
191	EVERYONE	91	6 600 €	
192	FAJET 94,2 FM NANCY	54	40 000 €	12 000 €
193	FDL	58	36 000 €	2 160 €
194	FEELING	81	36 000 €	
195	FEVER	42	36 000 €	2 160 €
196	FIDELITE (44)	44	40 000 €	19 200 €
197	FIL DE L'EAU	32	36 000 €	
198	FIRST REUNION	97	40 000 €	
199	FLAM	50	40 000 €	7 200 €
200	FLOTTEURS FM	58	36 000 €	8 640 €
201	FM 43	43	40 000 €	4 800 €
202	FM EVANGILE 66	66	36 000 €	
203	FM PLUS MONTPELLIER	34	40 000 €	9 600 €
204	FMR (31)	31	40 000 €	19 200 €
205	FONTAINE	38	36 000 €	2 160 €
206	FREQUENCE 10	22	26 000 €	
207	FREQUENCE 4	38	40 000 €	12 000 €
208	FREQUENCE 7	07	40 000 €	12 000 €
209	FREQUENCE ADOUR	32	26 000 €	
210	FREQUENCE AMITIE VESOUL	70	36 000 €	4 320 €
211	FREQUENCE CARAIBE	97	40 000 €	2 400 €
212	FREQUENCE CORMORANS	22	36 000 €	2 160 €
213	FREQUENCE K	06	40 000 €	4 800 €
214	FREQUENCE LUYNES	37	36 000 €	4 320 €
215	FREQUENCE LUZ	65	40 000 €	12 000 €
216	FREQUENCE MISTRAL (04)	04	40 000 €	21 600 €
217	FREQUENCE MORVAN	58	40 000 €	12 000 €
218	FREQUENCE MUTINE	29	36 000 €	4 320 €
219	FREQUENCE OASIS	97	10 700 €	
220	FREQUENCE PARIS PLURIELLE	75	40 000 €	12 000 €
221	FREQUENCE PROTESTANTE	75	10 000 €	3 600 €
222	FREQUENCE SILLE FM	72	40 000 €	24 000 €
223	FREQUENCE SOLEIL TOULOUSE	31	40 000 €	19 200 €
224	FREQUENCE VERTE	67	10 700 €	
225	FREQUENZA NOSTRA	20	3 900 €	
226	FUGI	08	10 000 €	2 400 €
227	G !	49	40 000 €	14 400 €
228	GALAXIE (31)	31	40 000 €	21 600 €
229	GALAXIE FM (59)	59	40 000 €	
230	GALERE	13	40 000 €	19 200 €
231	GAYAK	97	26 000 €	
232	GENERATION FM (37)	37	36 000 €	2 160 €
233	GFM (GASCOGNE FM)	32	36 000 €	4 320 €
234	GIFFRE	74	40 000 €	12 000 €
235	GRAFFIC FM	37	36 000 €	4 320 €

	Radio	Dep	Subvention d'exploitation	Subvention sélective à l'action radiophonique
236	GRAFFITI (54)	54	36 000 €	2 160 €
237	GRAFFITI URBAN RADIO	85	36 000 €	8 640 €
238	GRAFFITI'S	51	36 000 €	2 160 €
239	GRAF'HIT	60	36 000 €	4 320 €
240	GRAND BRIVE	19	40 000 €	4 800 €
241	GRAND CIEL	28	40 000 €	12 000 €
242	GRENOUILLE	13	40 000 €	19 200 €
243	GRESIVAUDAN	38	40 000 €	24 000 €
244	GRIMALDI FM	06	30 000 €	
245	GUE MOZOT	88	40 000 €	19 200 €
246	GURE-IRRATIA	64	40 000 €	24 000 €
247	GWLADYS	62	36 000 €	
248	HANDI FM	77	36 000 €	8 640 €
249	HARMONIE CORNOUAILLE	29	30 000 €	3 600 €
250	HAUTE ANGEVINE	49	40 000 €	4 800 €
251	HAUTS DE ROUEN	76	10 000 €	3 000 €
252	HELENE	17	40 000 €	
253	HIT FM	97	40 000 €	4 800 €
254	HIT FM 32	32	36 000 €	2 160 €
255	HORIZON 2000	97	40 000 €	2 400 €
256	HORIZON FM (76)	76	36 000 €	
257	HORIZON FM (91)	91	10 700 €	
258	ICI ET MAINTENANT	75	40 000 €	2 400 €
259	ID FM	95	40 000 €	16 800 €
260	INFO RC	07	40 000 €	24 000 €
261	INTER S'COOL	97	30 000 €	
262	INTER-VAL	30	40 000 €	21 600 €
263	IRIS	67	36 000 €	
264	IRIS FM	38	36 000 €	
265	IRULEGIKO IRRATIA	64	40 000 €	19 200 €
266	ISABELLE FM	24	40 000 €	4 800 €
267	ITALIENNE DE GRENOBLE	38	40 000 €	4 800 €
268	ITALIENNE DE GRENOBLE A CHAMBERY	38	30 000 €	
269	ITALIENNE DE LYON ET DU RHONE	69	36 000 €	
270	J.M.	13	10 000 €	1 800 €
271	JADE FM	44	40 000 €	12 000 €
272	JET FM	44	40 000 €	14 400 €
273	JEUNES FREQUENCE MONTLUCON (R.J.F.M.)	03	40 000 €	14 400 €
274	JEUNES REIMS	51	40 000 €	7 200 €
275	JOIE DE VIVRE	97	10 700 €	
276	JUDAICA 102.9 FM (67)	67	40 000 €	
277	JUDAICA LYON	69	40 000 €	2 400 €
278	KALEIDOSCOPE (RKS 97)	38	40 000 €	14 400 €
279	KAOLIN FM	87	40 000 €	9 600 €
280	KERNE	29	40 000 €	12 000 €
281	KFM	97	40 000 €	2 400 €
282	KONTAK (974)	97	40 000 €	2 400 €
283	KREIZ BREIZH	22	40 000 €	14 400 €

	Radio	Dep	Subvention d'exploitation	Subvention sélective à l'action radiophonique
284	LA CLE DES ONDES	33	36 000 €	6 480 €
285	LA RADIO DES MEILLEURS JOURS (R.M.J.)	87	40 000 €	9 600 €
286	LA RADIO PRIMITIVE	51	40 000 €	16 800 €
287	LA SENTINELLE	76	36 000 €	10 800 €
288	LA VOIX DE L'ARMAGNAC	40	15 000 €	
289	LA VOIX DU NORD	97	3 900 €	
290	LAPURDI IRRATIA	64	40 000 €	2 400 €
291	LASER	35	30 000 €	5 400 €
292	LATITUDE FM	10	36 000 €	6 480 €
293	L'EKO DES GARRIGUES	34	36 000 €	6 480 €
294	LENGA D'OC NARBONA	11	15 000 €	1 800 €
295	LES VAUX VILLAGE	28	10 700 €	1 284 €
296	LGB	97	3 900 €	
297	LIBERTAIRE	75	30 000 €	3 600 €
298	LIBERTE	24	40 000 €	14 400 €
299	LIBRE KEROUZEEZ	35	36 000 €	2 160 €
300	LODEVE	34	40 000 €	14 400 €
301	LOGOS	03	40 000 €	14 400 €
302	LOIRE FM	42	36 000 €	10 800 €
303	LOISIRS GUYANE	97	36 000 €	
304	M	26	40 000 €	16 800 €
305	M' RADIO	56	26 667 €	1 600 €
306	M.D.M.	40	40 000 €	14 400 €
307	M.I.G.	97	10 700 €	
308	MARGERIDE	48	40 000 €	7 200 €
309	MARIA NO TE HAU	98	40 000 €	
310	MARMITE FM	78	40 000 €	9 600 €
311	MARSEILLETTE	11	36 000 €	2 160 €
312	MASSABIELLE	97	40 000 €	
313	MAU-NAU	51	40 000 €	7 200 €
314	MAX FM	38	26 000 €	
315	MEDIA TROPIQUE	97	36 000 €	
316	MEGA	26	40 000 €	19 200 €
317	MELODIE FM	33	10 700 €	642 €
318	MENDI-LILIA	64	40 000 €	9 600 €
319	MERCI-SEIGNEUR (CAYENNE)	97	10 700 €	
320	MERCI-SEIGNEUR (MARTINIQUE)	97	15 000 €	
321	MERCURE	60	40 000 €	2 400 €
322	METROPOLE	83	40 000 €	
323	MEUSE FM STUDIO 2	55	20 000 €	
324	MEUSE FM STUDIO 3	55	10 700 €	
325	MEUSE FM VERDUN	55	36 000 €	2 160 €
326	MILLE PATTES	91	26 000 €	3 120 €
327	MILLENIUM	38	3 900 €	
328	MIX	84	40 000 €	12 000 €
329	MIXTE 9	97	30 000 €	3 600 €
330	MNG RADIO	77	26 000 €	3 120 €
331	MON PAIS	31	40 000 €	4 800 €

	Radio	Dep	Subvention d'exploitation	Subvention sélective à l'action radiophonique
332	MONT AIGUILLE	38	36 000 €	2 160 €
333	MORBIHAN SUD	56	36 000 €	8 640 €
334	MURET	31	40 000 €	7 200 €
335	NEO	75	40 000 €	12 000 €
336	NEPTUNE	29	36 000 €	
337	NEVERS	58	40 000 €	14 400 €
338	NEVERS (DORNES)	58	26 000 €	
339	NEWEST	24	36 000 €	
340	NEWS FM	38	40 000 €	21 600 €
341	NICE RADIO	06	40 000 €	
342	NORD BOURGOGNE (SENS)	89	30 000 €	
343	NORD BRETAGNE	29	40 000 €	4 800 €
344	NORD ISERE	38	40 000 €	
345	NOTRE DAME	75	10 000 €	1 800 €
346	NOV FM	85	40 000 €	2 400 €
347	NTI	44	40 000 €	4 800 €
348	O2 RADIO	33	40 000 €	21 600 €
349	OCCITANIE	31	40 000 €	24 000 €
350	OLORON	64	40 000 €	19 200 €
351	OMEGA	25	36 000 €	
352	ONDAINE	42	40 000 €	14 400 €
353	ONDES FMR	27	19 616 €	
354	ORION 87,6 - LA VOIX DE LA VALLEE	24	40 000 €	4 800 €
355	OUASSAILLES	97	36 000 €	
356	OXYGENE (38)	38	40 000 €	16 800 €
357	OXYGENE (MONTEREAU)	77	36 000 €	
358	OXYGENE FM (09)	09	40 000 €	7 200 €
359	P.FM	62	40 000 €	16 800 €
360	PACOT LAMBERSART	59	36 000 €	8 640 €
361	PAIS	64	40 000 €	12 000 €
362	PANACH'	08	40 000 €	4 800 €
363	PARCAY STEREO	49	40 000 €	4 800 €
364	PAROLE DE VIE	35	36 000 €	12 960 €
365	PASSION (38)	38	40 000 €	2 400 €
366	PASSION FM	01	15 000 €	900 €
367	PASTEL FM	59	40 000 €	2 400 €
368	PAU D'OUSSE	64	40 000 €	2 400 €
369	PAYS	93	36 000 €	
370	PAYS D'HERAULT	34	40 000 €	9 600 €
371	PELTRE LOISIRS	57	36 000 €	8 640 €
372	PERIGUEUX 103	24	40 000 €	19 200 €
373	PHARE (51)	51	36 000 €	8 640 €
374	PHARE FM	68	40 000 €	14 400 €
375	PHARE FM (GRENOBLE)	38	36 000 €	
376	PHARE FM AUX PORTES DU DAUPHINE	38	36 000 €	4 320 €
377	PHARE FM HAGUENEAU	67	36 000 €	
378	PHARE FM HAUTE NORMANDIE	76	20 000 €	1 200 €
379	PHARE FM MONTAUBAN	82	26 000 €	

	Radio	Dep	Subvention d'exploitation	Subvention sélective à l'action radiophonique
380	PIC FM	65	40 000 €	2 400 €
381	PIKAN	97	40 000 €	19 200 €
382	PIXEL FM	38	40 000 €	4 800 €
383	PLAIZANCE	24	40 000 €	4 800 €
384	PLANETE FM	62	40 000 €	9 600 €
385	PLUM*FM	56	40 000 €	14 400 €
386	PLURIEL FM	69	40 000 €	19 200 €
387	PLUS (27)	27	36 000 €	
388	PLUS (31)	31	40 000 €	
389	PLUS (62)	62	40 000 €	16 800 €
390	PLUS (91)	91	15 000 €	1 800 €
391	PLUS FM (81)	81	26 000 €	6 240 €
392	PLUS FM (974)	97	40 000 €	2 400 €
393	POMPADOUR AIR CAMPAGNE	19	40 000 €	7 200 €
394	PONS	17	40 000 €	7 200 €
395	PRESENCE FIGEAC	46	36 000 €	4 320 €
396	PRESENCE FM	31	40 000 €	7 200 €
397	PRESENCE LOT	46	36 000 €	
398	PRESENCE LOURDES PYRENEES	65	40 000 €	
399	PRESENCE PYRENEES	31	36 000 €	2 160 €
400	PREVERT (71)	71	3 900 €	
401	PREVERT 72	72	40 000 €	19 200 €
402	PUISALEINE	60	40 000 €	14 400 €
403	PULSAR	86	40 000 €	21 600 €
404	PULSE	61	10 700 €	1 284 €
405	QUI QU'EN GROGNE	03	36 000 €	2 160 €
406	R D'AUTAN	81	40 000 €	24 000 €
407	R2M, RADIO PLUS 99,7	02	20 000 €	
408	RADIO	31	40 000 €	16 800 €
409	RADIO B	01	40 000 €	16 800 €
410	RADIO DES ILES	97	30 000 €	5 400 €
411	RADIO D'ICI	42	40 000 €	16 800 €
412	RADIO EN CONSTRUCTION	67	36 000 €	8 640 €
413	RADIO GINGLET LA BOUCLE (RGB)	95	40 000 €	14 400 €
414	RADIO GRILLE OUVERTE	30	40 000 €	19 200 €
415	RADIO INTERCULTURELLE SOCIALE ET SPORTIVE RINT	97	3 900 €	
416	RADIO NIMES, AVE L'ACCENT	30	40 000 €	
417	RADIO PAYS DE LEON (RPL)	29	36 000 €	6 480 €
418	RADYONNE FM	89	15 000 €	900 €
419	RBLV	26	30 000 €	1 800 €
420	RCB LA RADIO DE LA VALLEE	67	40 000 €	7 200 €
421	RCF 26	26	40 000 €	12 000 €
422	RCF 63	63	40 000 €	12 000 €
423	RCF 71	71	40 000 €	14 400 €
424	RCF ACCORDS POITOU	86	40 000 €	19 200 €
425	RCF ALLIER	03	40 000 €	14 400 €
426	RCF ALPES-PROVENCE	05	40 000 €	2 400 €

	Radio	Dep	Subvention d'exploitation	Subvention sélective à l'action radiophonique
427	RCF ALPHA	35	10 000 €	4 800 €
428	RCF ANJOU	49	40 000 €	16 800 €
429	RCF AUBE	10	40 000 €	16 800 €
430	RCF BESANCON	25	40 000 €	12 000 €
431	RCF BORDEAUX	33	10 000 €	3 600 €
432	RCF BOURGOGNE	21	40 000 €	12 000 €
433	RCF CALVADOS-MANCHE	14	40 000 €	16 800 €
434	RCF CHARENTE	16	40 000 €	16 800 €
435	RCF CHARENTE-MARITIME	17	40 000 €	4 800 €
436	RCF CORREZE	19	40 000 €	12 000 €
437	RCF COTES D'ARMOR	22	40 000 €	7 200 €
438	RCF EMAIL LIMOUSIN	87	40 000 €	12 000 €
439	RCF EN BERRY	18	40 000 €	2 400 €
440	RCF FINISTERE	29	40 000 €	7 200 €
441	RCF HAUTE-LOIRE	43	40 000 €	12 000 €
442	RCF HAUTE-NORMANDIE	76	40 000 €	9 600 €
443	RCF HAUTE-SAVOIE	74	10 000 €	4 200 €
444	RCF ISERE	38	40 000 €	2 400 €
445	RCF JERICO MOSELLE	57	10 000 €	4 200 €
446	RCF JURA	39	40 000 €	4 800 €
447	RCF LA VOIX DU PECH	81	30 000 €	
448	RCF LE HAVRE ARC EN CIEL (76)	76	40 000 €	7 200 €
449	RCF LE MANS	72	40 000 €	14 400 €
450	RCF L'EPINE	51	40 000 €	9 600 €
451	RCF LOIRET	45	40 000 €	9 600 €
452	RCF LORRAINE NANCY	54	40 000 €	4 800 €
453	RCF LOZERE	48	40 000 €	4 800 €
454	RCF LYON FOURVIERE	69	10 000 €	4 800 €
455	RCF MAGUELONE	34	10 000 €	1 800 €
456	RCF MEDITERRANEE TOULON (83)	83	10 000 €	2 400 €
457	RCF NICE COTE D'AZUR	06	40 000 €	
458	RCF NIEVRE	58	40 000 €	9 600 €
459	RCF ORNE	61	40 000 €	9 600 €
460	RCF PAYS D'AUDE	11	40 000 €	7 200 €
461	RCF PAYS DE L'AIN	01	40 000 €	14 400 €
462	RCF PAYS TARNAIS	81	40 000 €	9 600 €
463	RCF REIMS ARDENNES	51	40 000 €	7 200 €
464	RCF SAINT- MARTIN	37	10 000 €	1 800 €
465	RCF SAINT-ETIENNE	42	40 000 €	14 400 €
466	RCF SAVOIE	73	40 000 €	12 000 €
467	RCF SUD BRETAGNE LORIENT	56	40 000 €	9 600 €
468	RCF SUD BRETAGNE VANNES	56	40 000 €	7 200 €
469	RCF VAUCLUSE	84	40 000 €	2 400 €
470	RCF VENDEE	85	40 000 €	7 200 €
471	RCF VIVARAIS	07	40 000 €	14 400 €
472	RCT CAP SAO	69	40 000 €	9 600 €
473	RCV CITE VAUBAN	59	10 700 €	1 926 €
474	RENCONTRE	59	40 000 €	12 000 €

	Radio	Dep	Subvention d'exploitation	Subvention sélective à l'action radiophonique
475	RENNES	35	40 000 €	12 000 €
476	RESONANCE	18	40 000 €	7 200 €
477	RESONANCE FM	88	40 000 €	4 800 €
478	RIG	33	40 000 €	14 400 €
479	ROYANS	38	40 000 €	7 200 €
480	RPH SUD	34	40 000 €	12 000 €
481	RSL RADIO (RIVIERE-SAINT-LOUIS)	97	40 000 €	4 800 €
482	RTV 95.7	28	40 000 €	19 200 €
483	RUPT-DE-MAD	54	40 000 €	9 600 €
484	S.N.R.	58	40 000 €	7 200 €
485	SAINT AFFRIQUE	12	40 000 €	24 000 €
486	SAINT GABRIEL	97	36 000 €	2 160 €
487	SAINT LOUIS	97	40 000 €	
488	SAINT-BARTH FM	97	40 000 €	4 800 €
489	SAINTE MARIE	97	36 000 €	2 160 €
490	SAINT-FERREOL VAL DE DROME	26	40 000 €	14 400 €
491	SAINT-NABOR	57	36 000 €	2 160 €
492	SALAM	69	40 000 €	7 200 €
493	SALAZES	97	40 000 €	7 200 €
494	SALVE REGINA	20	36 000 €	2 160 €
495	SALVETAT PEINARD	34	20 000 €	1 200 €
496	SAPHIR FM	97	6 600 €	
497	SCARPE SENSEE	62	40 000 €	19 200 €
498	SEMNOZ	74	40 000 €	16 800 €
499	SENSATIONS	78	10 000 €	1 200 €
500	SHALOM BOURGOGNE	21	40 000 €	14 400 €
501	SING SING	35	40 000 €	7 200 €
502	SOL FM	69	40 000 €	14 400 €
503	SOLEIL (75)	75	40 000 €	4 800 €
504	SOLEIL (13)	13	40 000 €	7 200 €
505	SOLEIL (42)	42	20 000 €	1 200 €
506	SOLEIL (974)	97	3 900 €	
507	SOLEIL 35	35	30 000 €	
508	SOLEIL 54	54	20 000 €	1 200 €
509	SOLEIL FM	13	40 000 €	16 800 €
510	SOLEIL FM (26)	26	40 000 €	7 200 €
511	SOLEIL MEDIA	51	40 000 €	9 600 €
512	SORGIA FM	01	36 000 €	
513	SOUFFLE DE VIE	97	40 000 €	
514	STAR	64	36 000 €	
515	STOLLIAHC	89	40 000 €	7 200 €
516	STYL'FM	86	36 000 €	2 160 €
517	SUD ARDENNES RADIO	08	15 000 €	900 €
518	SUD BESANCON	25	40 000 €	12 000 €
519	SUD PLUS	97	36 000 €	4 320 €
520	SUD-EST	97	40 000 €	2 400 €
521	SUN	44	40 000 €	19 200 €
522	SUN LIGHT FM	97	40 000 €	2 400 €

	Radio	Dep	Subvention d'exploitation	Subvention sélective à l'action radiophonique
523	SUN'LAZES	97	10 000 €	600 €
524	SUPER RADIO	97	40 000 €	7 200 €
525	SWING	71	36 000 €	2 160 €
526	SWING FM	87	30 000 €	
527	SYSTEME	30	36 000 €	10 800 €
528	TARTASSE	03	10 700 €	
529	TE VEVO	98	40 000 €	2 400 €
530	TERRE MARINE	17	40 000 €	19 200 €
531	THEME RADIO	10	36 000 €	2 160 €
532	TI MANMAY (R.T.M.)	97	36 000 €	
533	TONIC FM	71	40 000 €	2 400 €
534	TOP FM (83)	83	15 000 €	
535	TOP FM (974)	97	40 000 €	
536	TRAIT D'UNION	69	40 000 €	12 000 €
537	TRANSAT FM (62)	62	40 000 €	7 200 €
538	TRANSPARENCE	09	40 000 €	19 200 €
539	TRIAGE FM	89	40 000 €	12 000 €
540	TROUBLE FETE	87	40 000 €	12 000 €
541	TSF 98	14	40 000 €	14 400 €
542	TSF COTE D'AZUR	06	40 000 €	4 800 €
543	TYP FM	30	36 000 €	4 320 €
544	U.D.L.	97	20 000 €	
545	UNIVERS FM	35	20 000 €	
546	USSAS FM	97	36 000 €	2 160 €
547	UYLENSPIEGEL	59	36 000 €	8 640 €
548	V F M	82	30 000 €	
549	V.T.I. (VOIX DES TRAVAILLEURS IMMIGRES)	21	40 000 €	14 400 €
550	VAG	45	15 000 €	900 €
551	VAL DE REINS	69	36 000 €	4 320 €
552	VAL D'OR	79	40 000 €	14 400 €
553	VALLEE BERGERAC	24	40 000 €	14 400 €
554	VALLEE DE LA LEZARDE	76	40 000 €	2 400 €
555	VALLEE DE L'ISLE	24	36 000 €	10 800 €
556	VALLEE FM	77	40 000 €	4 800 €
557	VALLEE VEZERE	24	40 000 €	16 800 €
558	VALOIS MULTIEN (R.V.M.)	60	40 000 €	21 600 €
559	VAR FM	83	10 700 €	642 €
560	VASSIVIERE	23	40 000 €	7 200 €
561	VDB FREQUENCE BEARN	64	40 000 €	14 400 €
562	VELLY MUSIC	97	10 700 €	
563	VERDON	83	40 000 €	9 600 €
564	VEXIN VAL DE SEINE	78	36 000 €	2 160 €
565	VICOMTE	19	30 000 €	
566	VIE (97)	97	40 000 €	9 600 €
567	VIE MEILLEURE (R.V.M.)	97	40 000 €	
568	VIE NOUVELLE CORSE	20	26 000 €	
569	VIEILLE-EGLISE	78	40 000 €	4 800 €
570	VILLAGES	25	40 000 €	4 800 €

	Radio	Dep	Subvention d'exploitation	Subvention sélective à l'action radiophonique
571	VISAGES	02	36 000 €	2 160 €
572	VIVRE FM	75	10 000 €	2 400 €
573	VOCE NUSTRALE	20	40 000 €	9 600 €
574	VOIX DANS LE DESERT	97	36 000 €	
575	VOSGES BELLEVUE	88	10 700 €	
576	XIBEROKO BOTZA	64	40 000 €	14 400 €
577	YVELINES RADIO	78	30 000 €	
578	ZAP	84	36 000 €	
579	ZEMA	48	40 000 €	2 400 €
580	ZENITH FM	35	40 000 €	12 000 €
581	ZIG ZAG	26	36 000 €	2 160 €
582	ZINZINE (AIX EN PROVENCE)	13	36 000 €	2 160 €
583	ZINZINE (LIMANS)	04	40 000 €	14 400 €
584	ZONES	01	36 000 €	2 160 €
585	ZYGOMAR	66	36 000 €	6 480 €

SUBVENTION D'EQUIPEMENT 1ère TRANCHE - 2006

	Radio	Dep	Montant
1	ALLIANCE PLUS	30	3 156 €
2	ALPES MANCELLES	72	9 150 €
3	ARRELS	66	8 939 €
4	ATLANTIS	44	8 791 €
5	ATOMIC RADIO	65	6 600 €
6	ATTITUDE	16	5 247 €
7	AVALLON	89	9 150 €
8	BRESSE	71	7 554 €
9	CANAL MYRTILLE	54	9 150 €
10	CFM CORDES	81	9 150 €
11	CLAPAS	34	7 747 €
12	COB FM	22	5 447 €
13	COCKTAIL FM (88)	88	8 865 €
14	COLLEGE PERGAUD	25	1 794 €
15	CONTACT FM (11)	11	4 579 €
16	COTE SOUS LE VENT (RCV)	97	4 524 €
17	DES BOUTIERES	07	9 150 €
18	DREYECKLAND CENTRE ALSACE COLMAR	68	9 150 €
19	ESCAPADES	30	7 090 €
20	FM EVANGILE 66	66	3 241 €
21	FREQUENCE 4	38	4 580 €
22	FREQUENCE LUYNES	37	7 366 €
23	FREQUENCE SILLE FM	72	6 770 €
24	FREQUENZA NOSTRA	20	3 112 €
25	GRAFFITI'S	51	7 483 €
26	GRAND BRIVE	19	705 €
27	GRIMALDI FM	06	9 150 €
28	HAUTE TENSION	97	9 150 €
29	INFO RC	07	9 025 €
30	LA VOIX DU NORD	97	4 565 €
31	M	26	1 450 €
32	MERCI-SEIGNEUR (CAYENNE)	97	9 150 €
33	MERCI-SEIGNEUR (MARTINIQUE)	97	4 107 €
34	METROPOLE	83	3 782 €
35	NEPTUNE	29	9 150 €
36	NTI	44	3 773 €
37	PARCAY STEREO	49	9 150 €
38	PHARE FM (GRENOBLE)	38	1 817 €
39	PRESENCE FM	31	5 654 €
40	PRESENCE PYRENEES	31	5 197 €
41	RCF L'EPINE	51	7 434 €
42	RCF PAYS TARNAIS	81	7 766 €
43	RCF REIMS ARDENNES	51	8 334 €
44	RCF SAVOIE	73	9 150 €
45	RCF VIVARAIS	07	9 150 €
46	SAINT-NABOR	57	3 116 €
47	SALAZES	97	6 040 €
48	SOLEIL 35	35	3 300 €
49	SUD BESANCON	25	6 396 €
50	VAG	45	1 814 €
51	VAL D'OR	79	8 147 €
52	VALLEE FM	77	5 562 €

SUBVENTION D'EQUIPEMENT 2ème TRANCHE - 2006

	Radio	Dep	Montant
1	ALTERNANTES FM	44	5 387 €
2	ALTERNATIVE FM	95	5 728 €
3	AYP FM	94	4 155 €
4	BONNE NOUVELLE	40	5 704 €
5	BORT-ARTENSE	19	6 100 €
6	BOUTON	08	5 582 €
7	CACTUS (71)	71	648 €
8	CAMPUS (33)	33	2 994 €
9	CANAL B	35	6 100 €
10	CARAIB NANCY	54	9 €
11	CFM MONTAUBAN	82	6 100 €
12	COLLEGE VILLERS LE LAC	25	247 €
13	CORSE BELLEVUE	83	1 766 €
14	COTE SOUS LE VENT (RCV)	97	2 404 €
15	COTEAUX	32	2 953 €
16	D4B	79	3 879 €
17	DECIBEL FM	46	8 €
18	DJIIDO	98	3 033 €
19	ECHO DES CHOUCAS (REC)	86	5 466 €
20	EMERAUDE	29	6 100 €
21	ESPERANCE PARAY LE MONIAL	71	6 100 €
22	FAJET 94,2 FM NANCY	54	1 768 €
23	FIL DE L'EAU	32	5 239 €
24	FONTAINE	38	2 888 €
25	GIFFRE	74	2 914 €
26	GRAFFITI (54)	54	3 376 €
27	HORIZON 2000	97	6 100 €
28	INTER-VAL	30	6 100 €
29	LA CLE DES ONDES	33	1 523 €
30	LASER	35	2 291 €
31	M.D.M.	40	3 671 €
32	MARIA NO TE HAU	98	5 794 €
33	NOTRE DAME	75	6 100 €
34	PHARE FM MONTAUBAN	82	3 319 €
35	PONS	17	3 174 €
36	RADIO D'ICI	42	4 926 €
37	RCF LOIRET	45	776 €
38	RCF PAYS TARNAIS	81	4 705 €
39	SAINT LOUIS	97	2 026 €
40	SALVE REGINA	20	1 658 €
41	SEMNOZ	74	4 093 €
42	SHALOM BOURGOGNE	21	3 728 €
43	SORGIA FM	01	1 173 €
44	STAR	64	6 100 €
45	STYL'FM	86	2 784 €
46	SUN LIGHT FM	97	5 947 €
47	UNIVERS FM	35	83 €
48	VASSIVIERE	23	1 171 €
49	VIE MEILLEURE (R.V.M.)	97	1 528 €

SUBVENTION D'INSTALLATION - 2006

	Radio	Dep	MONTANT
1	ALTO	73	15 250 €
2	AXE SUD	31	15 250 €
3	COQUELICOT	03	15 250 €
4	KAYANM FM	97	15 250 €
5	PIRENEUS	31	15 250 €
6	RCF NORD DE France	59	15 250 €
7	TE OKO NUI	98	15 250 €